

mon malheur, de ce qu'il était tombé dans un fossé, mais n'ayant pu opérer les relevailles, j'ignore totalement le cours de mon existence jusqu'au lendemain matin que je me suis réveillé dans les bras paternels de M. le commissaire de police de je ne sais plus quel quartier. M'ayant dit, le bon commissaire, tout ce que le poste lui avait dit que je lui avais dit dans ma boisson, je suis tombé dans mon plus grand désespoir. Une preuve de ma position d'animal brute et féroce, c'est qu'il paraîtrait que j'aurais dit aux braves guerriers du poste : Allez ! coquins ! Louis-Philippe est mon ami, je lui parlerai de vous avec de la bonne encre, et je vous ferai casser tous comme des verres à bière.

M. le président : L'ivresse n'est pas une excuse : c'est au contraire une circonstance aggravante, surtout lorsqu'elle est poussée jusqu'à l'abrutissement.

Pierriche : Bien parlé, ça ! c'est ce que je dis tous les jours à mes demoiselles, mais pas si bien : répétez un peu, s'il vous plaît, magistrat suprême, pour que je retienné bien le calembourg.

M. le président ne juge pas à propos de recommencer sa phrase, et prononce contre Pierriche une condamnation à trois jours de prison.

Vive la justice de France ! s'écrie Pierriche en se retirant, ça valait quinze jours comme un liard : si j'étais roi, je ferais mette ça dans les journaux.

LE FANTASQUE.

QUEBEC, 15 SEPTEMBRE 1838.

A PROPOS DES DERNIERES NOUVELLES.

Comme on le voit par les dernières nouvelles d'Angleterre, il n'y a pas seulement que le *Fantasque* qui turlupine notre cher Gouverneur-Général sur ses actes, voilà que les lords et les communes viennent aussi se mettre de la partie et chanter pouille à notre admirable administration ; ceux même qui ont appuyé l'envoi de lord Durham en Canada, ceux qui ont fait ce bel acte qui suspend notre constitution, commencent à se mordre les doigts. Le parlement anglais et moi valons justement un Berthelot. Ce monsieur embrasserait tout d'un coup le *moral* et le *physique* de l'administration ; mais nous nous y prenons à deux : le FANTASQUE s'empare du *physique*, et le parlement du *moral*. Il faut avouer que lord Durham est mal pris ! Si les BROUGHAM et les WINCHELSEA ont exhalé leur bile à la vue des ordonnances du 29 juin, qu'on s' imagine comme ils vont sauter de rage à l'arrivée du *Fantasque* qui va leur révéler tant d'importantes transactions ! J'en ris d'avance ! Il me semble les voir se renfrogner à l'abus de pouvoir, du despotisme exercé sur les boucs, se fâcher en voyant l'article du *John Bull*, outrés à l'exécution des dindons, oies, etc., puis lorsqu'ils tomberont sur les reproches d'indolence, il me semble voir la perruque de lord BROUGHAM se hérissier comme la crinière d'un lion en furie ! J'attends ces nouvelles avec autant d'impatience que lord Durham la prorogation du parlement.

Voyons maintenant ce qu'ils disent ces farceurs de lords et de membres des communes.

Ils reçoivent à peine les ordonnances qu'ils se récrient sur le pouvoir exercé par notre Gouverneur-Général : ils ont l'audace de dire, qu'en envoyant aux Bermudes huit accusés et en en bannissant seize autres sous peine de mort, il a fait usage d'un pouvoir qu'il ne possède pas, et que nul homme au monde ne possède, excepté le grand turc ; que le conseil spécial n'avait point le droit de législater ainsi ; moi je dis que c'est faux, et j'en réfère à la constitution des voleurs de Mexico, par laquelle il est dit que tout homme qui ne garde pas le secret sur son crime sera mis à mort. Eh bien ! Messieurs Bouchette, Nelson, Marchessault et autres n'ont-ils pas révélé lo